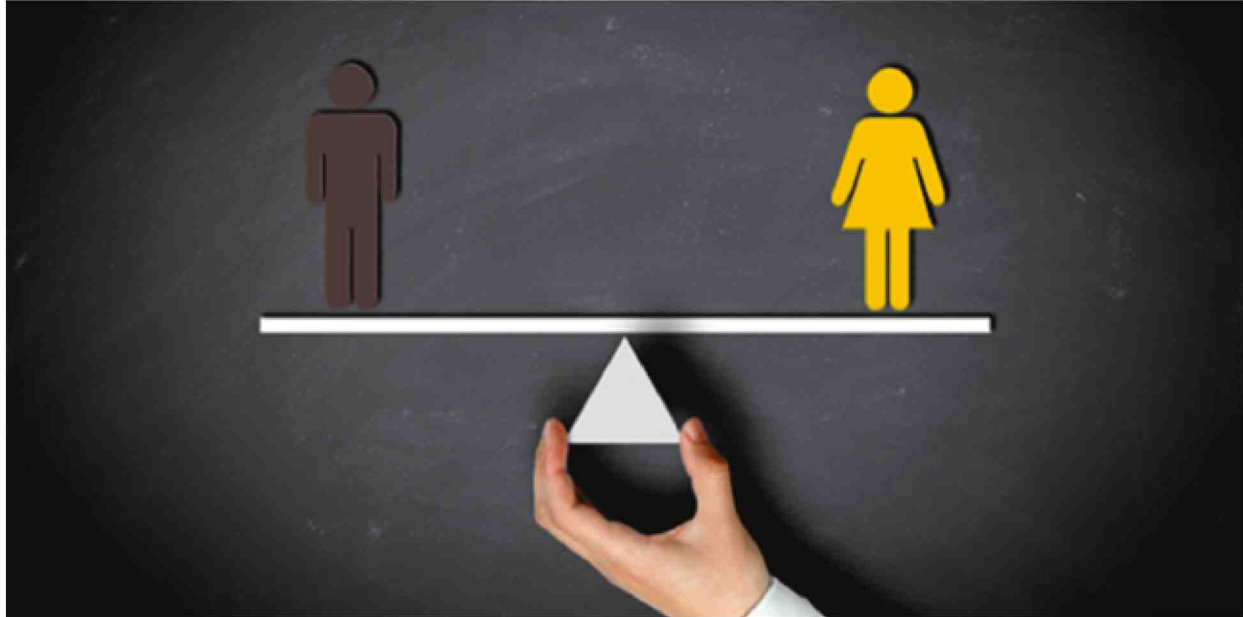


ENTREPRISES

ENTREPRISES : UN NOUVEAU LABEL GEEIS POUR EN FINIR AVEC TOUTES LES DISCRIMINATIONS

GIULIETTA GAMBERINI



Le label international promouvant l'égalité hommes femmes évolue pour bannir désormais toute forme de discrimination. Orange et Camfil sont les deux premières entreprises certifiées.

L'égalité professionnelle entre hommes et femmes reste le socle. Mais désormais elle s'accompagne de la diversité dans son sens le plus large. Le label international Gender equality european and international standard (GEEIS), créé en 2010 par le fonds de dotation Arborus, intégrera dorénavant l'analyse des discriminations liées à l'âge, l'origine sociale ou ethnique, le handicap, le fait religieux etc., afin de promouvoir la mixité des profils parmi les deux sexes. "*Un élargissement qui satisfait une demande exprimée par les multinationales elles-mêmes*", selon Cristina Lunghi, directrice du fonds dédié à la promotion de l'égalité professionnelle.

Comme son prédécesseur, le nouveau GEEIS-Diversity, lancé le 31 mars, permet l'évaluation des politiques de ressources humaines sur la base d'un référentiel conçu pour tout type d'entreprise, indépendamment de sa taille, du type d'activité et du contexte géographique, explique l'experte. Il vise ainsi à encourager la mise en place d'outils de pilotage, formation et communication visant à éviter l'inégalité hommes-femmes et toute autre discrimination. La certification est délivrée, après étude documentaire et audit sur site, par le leader mondial du secteur Bureau Veritas, pour quatre ans, avec une vérification intermédiaire au bout de vingt-quatre mois.



"TOUTES LES RESSOURCES POUR LA CROISSANCE"

"L'objectif est de favoriser la diffusion d'une culture européenne et internationale de l'égalité et de la diversité", souligne Cristina Lunghi, rappelant que le GEEIS complète ainsi le label français Egalité lancé par le gouvernement en 2004 et délivré par l'Afnor. Le plafond de verre reste en effet une réalité : en France, Isabelle Kocher, PDG d'Engie, est la seule femme à la tête d'une entreprise du CAC 40. Dans l'OCDE, en 2016, la moyenne des femmes dans les conseils d'administration des grandes entreprises était de 20%, rappelle l'experte de l'organisation internationale Fianna Jurdant.

"Au niveau mondial, d'ailleurs, la démarche de promotion de l'égalité prend un nouveau départ dans le cadre des objectifs de développement durable adoptés par l'Onu en 2015 à l'horizon 2030", ajoute Nicole Ameline, député et ancienne ministre à la Parité. Dans un contexte où l'OCDE compte 38,5 millions de personnes au chômage, il s'agit en effet d'"accélérer l'utilisation de toutes les ressources pour la croissance", renchérit Fianna Jurdant, pour qui une parfaite égalité permettrait d'accroître le PIB de la région de 12% en 2020.

UNE DÉMARCHE VOLONTAIRE

Mais "plutôt que d'imposer le changement, il faut en donner envie", souligne la présidente de la commission innovation sociale et managériale du Medef, Amelle Carminati. C'est justement l'approche des labels, dont les exigences vont parfois au-delà de celles légales, mais qui s'appuient sur une démarche volontaire. Sans compter que "les bonnes pratiques ainsi développées peuvent inspirer d'autres entreprises, voire avoir un effet direct sur le dialogue social", ajoute-t-elle.

Pour l'entreprise certifiée, en outre, cette reconnaissance est un atout lorsqu'il s'agit de recruter de nouveaux talents, ainsi qu'un outil de cohésion interne, rappelle Christine Rabret, directrice Egalité des chances du groupe Orange, première grande société à obtenir le nouveau label. Carrefour a même fait de la mixité, mesurée selon les critères du GEEIS, l'un des six indicateurs de son nouvel indice RSE, "qui permet l'évaluation de la performance externe non financière du groupe", indique sa directrice développement social et diversité, Mathilde Tabary. Pour Camfil, première PME à obtenir le GEEIS-Diversity, le label est également un "marqueur d'excellence devant les clients", affirme sa DRH Europe continentale Agnès Genevois.

Ce n'est donc pas par simple conviction éthique que les groupes à l'origine du GEEIS en ont ainsi progressivement étendu les standards à de nouvelles dimensions géographiques : en 2016, plus de 80 entreprises distribuées dans 35 pays ont été auditées dans ce cadre. Pour pérenniser le mouvement, Cristina Lunghi espère maintenant d'entraîner les startups.